G7 GERMANY

Initiated by Federal Foreign Office

candid

La croissance économique en Tunisie

L`Exposé de Hiba Ben Haj Khalifa

Depuis 2011, les pays du printemps arabe sont en constante effervescence tant sur le plan politique que sur le plan socio-économique. La stabilité de ces pays et de leurs institutions dépend de plusieurs facteurs tels que la croissance économique, la transparence, la justice indépendante, l'égalité des chances etc. Mais le facteur le plus urgent à traiter reste la création d'emploi. Vu la défaillance des systèmes économiques sous les dictatures, il est très important de penser aux alternatives pour pouvoir trouver des solutions adéquates aux problèmes sociaux et économiques. Ainsi avec l'émergence de la société civile et la montée d'un nouveau visage de l'entrepreneuriat, ayant un intérêt public, nous pouvons envisager plusieurs modèles de coopération pour contribuer à une société socialement juste et stable.

Rappelons que l'un des importants slogans lors de la révolution Tunisienne était »Travail, Liberté, Dignité nationale«. Ce slogan traduit en effet, le processus qu'a perçu le peuple Tunisien pour atteindre la dignité citoyenne et le bien-être. D'ailleurs, ce slogan est toujours d'actualité puisque le taux de chômage en Tunisie est de 15,2% selon les dernières statistiques de l'Institut National des Statistiques. L'état Tunisien a lancé plusieurs initiatives pour faire face à ce fléau telle que la Stratégie Nationale de l'emploi 2014-2017 , que nous pouvons résumer en 6 points à savoir un modèle de développement axé sur l'emploi, la conduite de la politique économique, une nouvelle politique de développement régional, un système de formation et d'enseignement adapté aux besoins du marché de l'emploi, la gouvernance et les institutions et l'emploi et le genre.

Le secteur public ne pouvant agir seul, fait donc appel au secteur privé et à la société civile dans la mise en place de nouvelles alternatives dans le système économique. La société civile en Tunisie atteignant le nombre de 18342 en septembre 2015 , est considérée comme une force majeure dans l'instauration d'un état de droits et dans la sensibilisation des citoyens sur la bonne gouvernance et sur l'importance de leur participation sur le plan local, régional et national. La Tunisie a connu après 2011, l'émergence de nouvelles entreprises créées par de jeunes entrepreneurs femmes et hommes et ce suite aux facilités d'accès aux financements proposées par l'état et par l'accompagnement et le suivi réalisés par les pépinières d'entreprises et les projets soutenus par les agences de coopération internationales. Mais toutes ces initiatives restent minimes par rapport à la réalité de la demande d'emploi dans le pays.

D'où la nécessité d'avoir une stratégie holistique et une approche participative favorisant une étroite collaboration dans le travail entre la société civile et les entrepreneurs. Elle peut être complémentaire; Ceci s'explique par la force de proposition dont se caractérise la société civile Tunisienne (proposition de projet de lois, réforme des lois existantes,...). La société civile peut aussi contribuer à la formation de jeunes entrepreneurs femmes et hommes et à les accompagner dans le processus de création de leurs projets surtout dans les régions les plus démunies. Les entrepreneurs peuvent nouer des partenariats avec les OSC pour garantir une meilleure formation et aussi pour pouvoir subvenir aux besoins de la population et du marché du travail. Les associations avec les autorités locales peuvent présenter des études sur la nature des ressources à exploiter dans les régions pour faciliter l'accès aux données pour les entrepreneurs. La société civile a aussi le rôle de veille au respect de l'application des lois et des droits des citoyens et des travailleurs. Elle veillera aussi à ce que les nouveaux projets d'entreprises soient en majorité d'intérêt général et favorisant le respect de l'environnement.

Ceci pourra donc renforcer la transparence dans les processus de l'emploi et permettre de lutter contre les exclusions et l'exploitation des femmes et des jeunes (salaire bas, absence de sécurité sociale, etc.). Il faut aussi souligner l'importance de promouvoir l'Entrepreneuriat Social et Solidaire en Tunisie qui est à ses tout débuts. La société civile pourra donc plaider pour qu'un cadre légal réservé à l'ESS soit décrété vu le rôle de ce type d'entrepreneuriat à générer des projets socialement responsables. Cette idée a été supportée par le Pr. Moha-

mad Yunus »Il faut changer tout le système de l'entreprenariat dans le pays, en instaurant un nouveau modèle qui se base sur l'idée de création de richesses et de plus-value pour toute la société«.

Le rôle des pays du G7 et des bailleurs de fonds est important et ce en soutenant la société civile Tunisienne dans des projets d'ordre développemental, ainsi que des projets favorisant l'observation et la veille sur la transparence, la bonne gouvernance et la participation citoyenne. Il est aussi important de continuer à procurer le support technique nécessaire pour les projets impliquant la femme et les jeunes en accordant des fonds réservés aux start-ups. De plus, le transfert de bonnes pratiques du développement entrepreneurial (tout en les adaptant au contexte et aux besoins du pays) permettra à nos jeunes femmes et hommes de s'en inspirer.

Les alternatives d'un système économique reposent sur la capacité de l'Etat à réunir tous les acteurs (secteur public, pouvoir public, secteur privés, syndicats, chambre de commerce et les organisations de la société civile), autour de la même table pour répondre au plus aux besoins de la population. La croissance économique ainsi que la stabilité politique, sont de prime importance pour bâtir une société socialement juste et pour garantir l'égalité des chances entre les citoyens.

Supported by

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG
Friedrich Naumann STIFTUNG FÜR DIE FREIHEIT
Hanns Seidel Stiftung
HEINRICH BÖLL STIFTUNG
Konrad Adenauer Stiftung
ROSA LUXEMBURG STIFTUNG